

*Initiatives ministérielles*

commentaires, lui poser une question directement, mais je veux le féliciter de son attachement et aussi démontrer depuis son arrivée au Parlement qu'il a de la continuité. Ce n'est pas un homme qui change d'opinion selon les humeurs du jour. Je veux le féliciter de cela aussi. Son apport à la discussion au caucus a été remarquable. On n'a pas le droit d'en parler, mais cela a été remarquable. Je voudrais lui poser une simple question et s'il voulait avoir l'amabilité d'élaborer sur son opinion à l'effet que le temps est venu et plus que jamais, à cause des circonstances, d'annoncer une conférence internationale sur tous les problèmes au Moyen-Orient. Et que si tel était le cas, que le premier ministre du Canada, sans craindre, prenne la direction aux Nations Unies, par son ministre des Affaires étrangères, de faire une dernière grande initiative. J'aimerais que mon collègue amicalement nous fasse quelques réflexions sur ce que je viens de dire.

• (1940)

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses paroles très gentilles. Évidemment, ça fait des années qu'on espère qu'à un moment donné il y aurait des nations, que ce soit de l'Europe, de l'Amérique, qui décident d'avoir une conférence internationale sur la situation au Moyen-Orient. Il n'y a pas de doute que cela aurait été la plus grande fierté que j'aurais pu avoir de mon pays, si cela avait été le Canada qui aurait pris l'initiative de dire aux Nations Unies: Le temps est finalement, inévitablement arrivé qu'une conférence internationale arrive, qu'on règle les problèmes du Moyen-Orient, qu'on corrige les injustices du passé, qu'on s'assure que les Libanais soient en paix chez eux, que les Palestiniens se trouvent une place pour se reposer la tête et qu'Israël soit assuré de ses frontières et de ne pas s'inquiéter des agresseurs. Mais tant et aussi longtemps que la situation est telle au Moyen-Orient qu'on supporte des pays qui ont aucune notion de démocratie, mais qui ont une ressource extrêmement importante, tant et aussi longtemps qu'on refuse de regarder les véritables problèmes au Moyen-Orient, on ne peut pas s'attendre miraculeusement, ni avec la force. . . Ce n'est pas la force qui va régler ce conflit, peu importe s'ils font sauter trois quarts du Moyen-Orient, cela ne règlera pas le problème.

Et s'il y a un temps, moi je dis que le temps est arrivé et j'espère, et c'est peut-être le message que l'opposition—autant de notre côté, le Parti libéral que le Nouveau parti démocratique,—voudrait dire au gouvernement et au premier ministre, à notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de faire ce dernier effort, de prendre cette initiative aux Nations Unies, de dire: Si c'est la conférence internationale qui peut faire avancer cette question, on la propose. Espérons-le.

**Mme le vice-président:** Autres questions ou commentaires? Reprise du débat. La parole est à l'honorable députée de Bourassa.

**Mme Marie Gibeau (Bourassa):** Madame la Présidente, les enjeux de la question que nous discutons ce soir sont extrêmement sérieux et j'aimerais dire jusqu'à quel point j'ai été frappée par la sincérité, le sérieux et l'intelligence des propos de ceux qui m'ont précédé dans ce débat.

La plupart des gens de ma circonscription de Bourassa, comme la plupart de nos concitoyens et concitoyennes à travers le pays, ne sont pas des spécialistes en matière de politique internationale. Ils ne passent pas leur journée à essayer de comprendre les nuances et les aléas des relations internationales. Ils consacrent leur journée à gagner leur vie et à améliorer le bien-être de leur famille. Néanmoins, ce sont des gens de bonne volonté qui pratiquent le gros bon sens tous les jours de la semaine. Et quand ils sont placés devant des questions telles que la participation canadienne dans la crise du golfe Persique, ils ont l'habitude de poser des questions directes et pratiques. Ils veulent savoir pourquoi le Canada s'implique dans la crise du golfe Persique. Après tout, ne s'agit-il pas d'une région bien lointaine et ne s'agit-il tout simplement pas d'un conflit entre pays arabes qui cherchent à s'accaparer le contrôle d'une plus grande quantité de pétrole? Pour quelles raisons risquerions-nous la vie de centaine de soldats et de marins canadiens, dont certains ont leur résidence à Montréal-Nord pour une question de pétrole? Qu'est-ce que cela veut dire pour les gens de ma circonscription de Bourassa, du Québec comme du Canada?

Bien qu'il soit toujours dangereux d'expliquer des situations si complexes par des analogies, elles servent souvent à illustrer le fond des questions. À mon avis, l'invasion est ni plus ni moins que l'équivalent d'un vol. Prendre le contrôle du territoire d'un pays, c'est comme voler la propriété de son voisin, pire encore, c'est comme battre son voisin pour voler sa propriété.

Dans le cas du Koweït, le voisin en question fournit une bonne part du pétrole dont la communauté a besoin. Or, voler sa propriété n'est pas seulement une question qui intéresse les deux voisins qui se battent, c'est une question qui touche toute la communauté. Et si on ne fait rien pour empêcher ce vol et cette violence, qui sera le prochain voisin à subir le même sort?

Voilà l'essentiel de la question que nous devons trancher dans ce débat. Nous ne pouvons pas tolérer de tels gestes parce qu'ils ont des retombées pour tout le monde et parce que nous avons des principes et des valeurs morales selon lesquels de tels gestes sont inacceptables et intolérables. Si nous n'acceptons pas l'agression et la violence dans nos villages et dans nos villes, pour quelles